

8 novembre 1999, Afrique

Allocution à l'occasion d'une visite en Afrique du Sud pour le Sommet du Commonwealth

Je tiens tout d'abord à vous remercier pour votre accueil chaleureux et pour votre invitation à m'adresser à votre assemblée, qui est au cœur de la tradition démocratique du Sénégal, pour vous parler de notre avenir commun. Cette marque d'estime constitue un honneur pour mon pays. Elle témoigne de l'amitié qui grandit entre le Canada et le Sénégal depuis déjà plusieurs années à travers, notamment, notre appartenance commune à la Francophonie. Une amitié empreinte de respect et porteuse – j'en suis convaincu – d'un avenir prometteur.

Ma visite au Sénégal est la première étape d'un voyage qui me mènera aussi au Nigéria puis au Sommet du Commonwealth en Afrique du Sud. À ce Sommet, il sera notamment question des défis liés à la mondialisation. Nous aborderons également des sujets tels la démocratie, le principe de la primauté du droit, les droits de la personne et la prévention des conflits. Nous avons déjà eu l'occasion de discuter de ces questions avec le Sénégal et nos autres partenaires de la Francophonie dans le cadre du Sommet de Moncton au début de l'automne.

D'ailleurs, plusieurs de ces thèmes trouvent leur expression ici, au Sénégal. Dans un pays qui compte parmi les joyaux de l'Afrique. Un pays qui se distingue par la pratique et par la promotion de la tolérance. Ainsi que par le respect de la diversité des cultures. À ces égards, nos pays ont beaucoup en commun. Le Sénégal, comme le Canada, compte de nombreuses communautés aux origines diverses, possédant chacune un riche patrimoine culturel. Ici comme chez nous, ces communautés vivent dans la paix et le respect mutuel. Nos traditions d'ouverture et de tolérance sont précieuses. Et elles sont aussi fragiles. Elles exigent une vigilance de tous les instants, et une détermination inlassable de les préserver.

Nos pays ont également en commun le régime parlementaire. Et à titre de parlementaires, nous partageons aussi les mêmes valeurs de transparence, d'intégrité et d'équité qui doivent sous-tendre l'exercice de nos responsabilités. Le même attachement à la volonté du peuple comme source de légitimité. Le même souci d'écouter nos concitoyens et de décider en tenant compte des vues, des besoins et des aspirations de chacun.

Ceux qui veulent comprendre la démocratie en Afrique, autant son passé que son avenir, doivent tenir à l'esprit les paroles du Président Senghor qui a partagé avec le monde non seulement l'humanité de l'Afrique, mais aussi ses valeurs et ses traditions. Ainsi que les valeurs universelles qui font partie aujourd'hui de vos délibérations parlementaires. La démocratie s'exerce à travers de différents systèmes et le Président Senghor notait à juste titre que l'importation pure et simple de concepts ne saurait répondre aux aspirations de l'Afrique.

Il souhaitait que les apports originaux africains, et je cite, « servent à la fois à nous distinguer des autres, nous exprimer aux autres, et nous relier et articuler à la famille humaine ». Monsieur le Président, le continent africain a profondément changé au cours des dernières années. Cette Afrique en marche, qui progresse parfois douloureusement, nous voulons

l'accompagner. Surtout, nous voulons approfondir notre engagement et le porter au-delà des seuls efforts de coopération. Au cœur de nos préoccupations sont les questions qui touchent la pauvreté et les autres aspects de la sécurité humaine. Des questions telles que le VIH / sida, les conflits armés impliquant des civils et des enfants et nombre d'autres encore qui se manifestent souvent sur le continent africain et qui contribuent à freiner son progrès.

Les députés de cette Chambre sont conscients de ces obstacles, et contribuent fortement aux solutions des problèmes qui retardent l'émancipation de l'individu africain. Par exemple, vous avez récemment adopté des mesures pour faire respecter la santé et l'intégrité des jeunes sénégalaises, tel que le stipule la Convention sur les droits de l'enfant. Monsieur le Président, le Canada est sensible à ces questions de première importance pour le Sénégal et pour les pays d'Afrique en général, et nous nous sommes déjà engagés à plusieurs chapitres.

Au récent Sommet du G8 à Cologne, nous avons mis de l'avant un plan d'allègement de la dette des pays les plus pauvres. Un plan en vertu duquel la communauté internationale effacerait la dette et n'accorderait de nouveaux octrois qu'aux pays qui choisissent d'investir dans l'enseignement et la santé plutôt que dans les armes. À cet égard, je tiens à saluer les mesures adoptées par le Sénégal au cours des dix dernières années. Durant cette période, vous avez cherché à consacrer une plus grande part des dépenses gouvernementales à l'instruction universelle et aux soins de santé de base. Vous avez également consacré des ressources supplémentaires pour venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin, afin qu'ils puissent développer des moyens durables de subsistance. Enfin, vous avez donné votre appui au développement d'institutions publiques saines ainsi qu'aux principes du respect des droits de la personne et de la primauté du droit.

Le chemin ainsi parcouru par le Sénégal, tout comme par d'autres pays, mérite d'être souligné. Il mérite aussi d'être appuyé par la communauté internationale à travers la création de véritables partenariats entre les pays industrialisés et ceux en voie de développement. Comme vous, je suis convaincu que nous pourrions relever les défis associés à la lutte contre la pauvreté, et léguer un meilleur avenir aux générations futures. Monsieur le Président, les conflits armés qui font rage dans de nombreuses régions du globe ont aussi une incidence sur la sécurité de l'individu. J'aimerais profiter de cette occasion pour souligner la contribution exemplaire du Sénégal à de nombreuses missions de paix. Nos militaires et nos policiers ont travaillé côte à côte dans de nombreux pays, d'Haïti au Rwanda, et ils ont pu apprécier le professionnalisme des uns et des autres et ainsi renforcer les liens qui nous unissent.

Monsieur le Président, je n'ai évoqué que quelques aspects de la sécurité humaine et un nombre limité d'initiatives actuellement en cours pour la renforcer. Mais je crois que ces exemples suffiront à montrer l'importance d'agir. Car les effets de la pauvreté, de la maladie, du terrorisme, de la corruption, de la dégradation de l'environnement et des mouvements massifs de réfugiés sont des problèmes qui ne font que s'amplifier dans le monde. Et ces problèmes ne connaissent aucune frontière. Si nous voulons relever ces défis, nous devons nous munir des outils nécessaires. Surtout, nous devons renforcer les institutions et les mécanismes internationaux. Nous croyons fermement que la démocratie, la bonne

gouvernance et le respect des droits de la personne peuvent consolider cette sécurité humaine qui est au cœur de nos préoccupations collectives.

Monsieur le Président, j'ai dit plus tôt que le Canada voulait approfondir sa relation avec l'Afrique en général, et avec le Sénégal en particulier. Jusqu'à présent, je n'ai fait mention que de notre engagement politique. J'aimerais maintenant parler de nos relations économiques. Depuis 1962, le Canada est un partenaire du développement du Sénégal. Et nos relations ont atteint une maturité et un niveau de confiance plus grands. Mais nous devons et nous pouvons en faire davantage sur le plan économique et commercial.

Le Canada est à la fine pointe de la technologie dans de nombreux domaines d'activité, allant de l'exploration minière aux transports, en passant par l'agro-alimentaire et la haute technologie. De plus en plus de gens d'affaires de nos pays établissent des alliances stratégiques et des partenariats d'affaires. En fait, les entreprises canadiennes sont aujourd'hui plus présentes que jamais au Sénégal.

Ce matin, j'ai eu le plaisir d'inaugurer la nouvelle turbine installée par Hydro-Québec International. La participation d'Hydro-Québec International dans la secteur de la production d'électricité au Sénégal marque un tournant dans nos relations. Elle symbolise la confiance que nous possédons à l'égard de votre avenir, et marque le progrès que font les investissements canadiens en Afrique. Le Canada offre, dans la langue que nous partageons, des technologies performantes, modernes et éprouvées. Plusieurs centaines de Sénégalais ont choisi les universités et collèges canadiens pour la formation de leurs enfants. Grâce à ces atouts et à la facilité de travailler ensemble, nous avons un réservoir de possibilités qu'il ne tient qu'à nous d'exploiter.

L'an prochain, tout juste avant la Conférence de Montréal, qui traitera de l'Afrique, nous comptons d'ailleurs inviter au Canada des dirigeants politiques, des chefs d'entreprises ainsi que des représentants de la société civile de neuf pays du continent, dont le Sénégal. Ce projet, nommé Afrique Directe, fera mieux connaître le potentiel de l'Afrique au Canada, et offrira l'occasion de développer des partenariats. Je crois que ce type d'initiative nous permettra d'approfondir nos liens économiques au cours des prochaines années.

Monsieur le Président, l'essor économique du Sénégal passe d'abord par la création d'un climat favorable aux investissements privés. Et les réformes économiques entreprises ces dernières années sont très prometteuses. Mais il passe également par une plus grande intégration économique de l'Afrique et la création de zones de libre-échange sur le continent. Nous croyons qu'une plus grande ouverture des frontières et de la mise en commun des ressources seraient très avantageuses pour les pays d'Afrique. L'Agence canadienne de développement international a d'ailleurs appuyé quelques initiatives régionales dans ce domaine.

J'aimerais conclure, Monsieur le Président, en disant que ce que nous faisons, nous le faisons d'abord pour les générations futures. À fin qu'elles héritent d'un monde meilleur. Un monde qui offrira un plus grand nombre de possibilités à un plus grand nombre de personnes.

Pour y arriver, il faut miser sur la jeunesse. C'est pour cette raison que l'appui à l'éducation pour tous est l'un des axes majeurs de notre programme de coopération avec le Sénégal. Car,

à nos yeux, un programme d'instruction universel est le meilleur moyen d'assurer, à terme, le développement économique, la création d'emplois, la consolidation de l'État de droit et la stabilité politique.

Et de donner à tous nos enfants les moyens de s'épanouir et de contribuer à l'essor économique et politique de nos pays. La jeunesse constitue notre plus grand défi, mais également notre plus grand espoir. C'est la jeunesse africaine qui assurera la réussite de l'Afrique et du Sénégal.

Le Canada veut être un partenaire de cette réussite. J'ai énoncé aujourd'hui quelques aspects de l'amitié qui unit nos pays. Une amitié qui, je l'espère, sera au fondement d'un partenariat renouvelé et approfondi entre nous au XXI^e siècle. Merci Monsieur le Président, et vive l'amitié entre le Canada et le Sénégal!